

plus grande s'ils avaient été assujettis à un régime plus éclairé.

Les lois générales qui règlent la marche des choses, se nomment des *principes*, du moment qu'il s'agit de leur application ; c'est à dire, du moment qu'on s'en sert pour juger les circonstances qui s'offrent, et pour servir de règle à ses actions. *La connaissance des principes donne seule cette marche assurée qui se dirige constamment et avec succès vers un bon but.* — L'économie politique, de même que les sciences exactes, se compose d'un petit nombre de principes fondamentaux et d'un grand nombre de corollaires, ou déductions de ces principes.

Les écrits des anciens, leur législation, leurs traités de paix, leur administration des provinces conquises, annoncent qu'ils n'avaient aucune idée juste sur la nature et les fondements de la richesse, sur la manière dont elle se distribue et sur les résultats de sa consommation. — Les modernes pendant longtemps n'ont pas été plus avancés, même après s'être débarrassés de la barbarie du moyen-âge. — Néanmoins, les entreprises heureuses des Portugais et des Espagnols au XVe siècle, l'industrie active de Venise, de Gènes, de Florence, de Pise, des provinces de Flandres, des villes libres d'Allemagne à cette même époque, dirigèrent petit à petit les idées de quelques philosophes vers la théorie des richesses. — L'Italie en eut l'initiative, comme elle l'eut, depuis la renaissance des lettres, dans presque tous les genres de connaissances et dans les beaux-arts. — Une grande partie du XVIIIe siècle fut employée par de nombreux écrivains, pleins de mérite, des différents pays de l'Europe, à ramasser et débrouiller les éléments de l'économie politique. — Enfin, en 1776, (année mémorable), Adam Smith publia son *Wealth of nations*, et acquit avec justice le titre de père de cette science. — Et en 1803, parut le *Traité* de notre auteur ; complément et couronnement de l'œuvre de Smith.

Des champions-nés de toute espèce d'ignorance ont remarqué, avec une confiance doctorale, que les nations et les particuliers savent fort bien augmenter leur fortune sans connaître la nature des richesses, et que c'était une connaissance purement spéculative et inutile. Il convient à l'homme sensé de porter ses vues plus loin. Tous les calculs qui conduisent à la richesse peuvent suffire à l'intérêt personnel dépourvu de moralité ; peu lui importe que ce soit aux dépens d'autrui ; l'honnête homme et le publiciste veulent que les biens acquis ne soient pas des dépouilles. Les ressources ruineuses ne suffisent pas à l'entretien de la société ; elles sont funestes même à ceux qui en profitent ; car chez un peuple où l'on se dépouillerait mutuellement, il ne resterait bientôt plus personne à dépouiller. Les biens qui fournissent une ressource constante sont ceux qu'on crée incessamment. Il est donc utile que l'on sache ce qui est favorable ou contraire à la production de ces biens, par qui seuls le corps social peut être entretenu ; qui seuls contribuent à son développement, à son bien-être. Chacun de nous est intéressé à le savoir ; car le corps social est un corps vivant dont nous sommes les membres, et quand il souffre, nous souffrons. Sans doute il vit par lui-même et sans que la plupart des hommes sache comment ; mais le corps humain subsiste de même : cependant, est-il indifférent à l'humanité que le corps humain soit soustrait aux recherches qui tendent à le faire mieux connaître ? L'affirmative n'est pas soutenable ; mais que dirait-on si elle était soutenue par des docteurs qui, tout en décrivant la

médecine, vous soumettraient eux-mêmes à un traitement fondé sur un vieil empirisme et sur les plus sots préjugés ? s'ils écartaient tout enseignement méthodique et régulier ? s'ils faisaient malgré vous, sur votre corps, de sanglantes expériences ? si leurs ordonnances étaient accompagnées de l'appareil et de l'autorité des lois ? et enfin s'ils les faisaient exécuter par des armées de commis et de soldats ?

On a dit encore, à l'appui des vieilles erreurs, qu'il faut bien qu'il y ait quelque fondement à des idées si généralement adoptées par toutes les nations, par tant de personnages recommandables par leurs lumières et leurs intentions ? Cet argument est digne d'attention et pourrait jeter du doute sur les points les plus incontestables, si l'on n'avait vu tour à tour les opinions les plus fausses, maintenant reconnues généralement pour telles, reçues et professées par tout le monde pendant une longue suite de siècles. Il y a quelque chose d'épidémique dans les opinions des hommes ; ils sont sujets à être atteints de maladies morales dont l'espèce entière est infectée. Il vient des époques où, de même que la peste, la maladie s'use et perd d'elle-même sa malignité ; mais il faut du temps. A Rome, on consultait les entrailles des victimes, trois cents ans encore après que Cicéron avait dit que deux augures ne pouvaient déjà plus se regarder sans rire.

Des personnes dont l'esprit n'a jamais entrevu un meilleur état social, affirment qu'il ne peut exister ; elles conviennent des maux de l'ordre établi, et s'en consolent en disant qu'il n'est pas possible que les choses soient autrement. Cela rappelle cet empereur du Japon qui pensa étouffer de rire lorsqu'on lui dit que les Hollandais n'avaient point de roi. Quoique plusieurs nations aient en apparence une situation assez florissante, il ne faut cependant pas se persuader qu'elles n'aient rien à désirer. Un riche sybarite habitant à son choix son palais de ville ou son palais de campagne, goûtant à grands frais, dans l'un comme dans l'autre, toutes les recherches de la sensualité, se transportant commodément et avec vitesse partout où l'appellent de nouveaux plaisirs, disposant des bras et des talents d'un nombre infini de serviteurs et de complaisans, et crevant dix chevaux pour satisfaire une fantaisie, peut trouver que les choses vont assez bien et que l'économie politique est portée à sa perfection. Mais dans les pays que nous nommons florissans, combien compterez-vous de personnes en état de se procurer de pareilles jouissances ? Une sur cent mille tout au plus ; et il n'y en aura peut-être pas une sur mille, à qui il soit permis de jouir de ce qu'on appelle une honnête aisance. Partout on voit l'exténuation de la misère à côté de la satiété de l'opulence, le travail forcé des uns compenser l'oisiveté des autres, des misères et des colonnades, les haillons de l'indigence mêlés aux enseignes du luxe ; en un mot, les plus inutiles profusions au milieu des besoins les plus urgents. Il y a sans doute dans l'état social des maux qui tiennent à la nature des choses, et dont il est impossible de s'affranchir entièrement ; mais il y en a un grand nombre d'autres auxquels il est non seulement possible, mais facile de remédier.

On a cru très longtemps que l'économie politique était à l'usage seulement du petit nombre d'hommes qui règlent les affaires de l'état. Oui, on sait qu'il importe que les hommes élevés en pouvoir soient plus éclairés que les autres ; on sait que les fautes des particuliers ne peuvent ja-

mais ruiner qu'un petit nombre de familles, tandis que celles des princes et des ministres répandent la désolation sur tout un pays ? Mais les princes et les ministres peuvent-ils être éclairés lorsque les simples particuliers ne le sont pas ? Cette question vaut la peine d'être faite. — C'est dans la classe moyenne, également à l'abri de l'enivrement de la grandeur et des travaux forcés de l'indigence ; c'est dans la classe où se montrent les fortunes honnêtes, les loisirs mêlés à l'habitude du travail, les libres communications de l'amitié, le goût de la lecture et la possibilité de voyager ; c'est dans cette classe que naissent les lumières ; c'est de là qu'elles se répandent chez les grands et chez le peuple : car les grands et le peuple n'ont pas le temps de méditer ; ils n'adoptent les vérités que lorsqu'elles leur parviennent sous la forme d'axiomes et qu'elles n'ont plus besoin de preuves.

Et quand même un monarque et ses principaux ministres seraient familiarisés avec les principes sur lesquels se fonde la prospérité des nations, que feraient-ils de leur savoir, s'ils n'étaient secondés dans tous les degrés de l'administration par des hommes capables de les comprendre, d'entrer dans leurs vues, et de réaliser leurs conceptions ? La prospérité d'une ville, d'une province, dépend quelquefois d'un travail de bureau, et le chef d'une très petite administration, en provoquant une décision importante, exerce souvent une influence supérieure à celle du législateur lui-même.

Dans les pays où l'on a le bonheur d'avoir un gouvernement représentatif, chaque citoyen est bien plus encore dans l'obligation de s'instruire des principes de l'économie politique, puisque là tout homme est appelé à délibérer sur les affaires de l'état.

Enfin, on supposant que tous ceux qui prennent part au gouvernement, dans tous les grades, pussent être habiles sans que la nation le fût, (ce qui est tout à fait improbable), quelle résistance n'éprouverait pas l'accomplissement de leurs meilleurs desseins ? Quels obstacles ne rencontreraient-ils pas dans les préjugés de ceux mêmes que favoriseraient le plus leurs opérations ?

Pour qu'une nation jouisse des avantages d'un bon système économique, il ne suffit pas que ses chefs soient capables d'adopter les meilleurs plans, il faut, de plus, que la nation soit en état de les recevoir.

On voit donc que dans toutes les suppositions, le bien public exige que les particuliers connaissent les principes de l'économie politique aussi bien que les hommes d'état. Il leur convient de s'en instruire comme intéressés pour leur part au bien public ; cela leur convient encore s'ils veulent s'éclairer sur leurs intérêts privés. De justes notions sur la nature et la marche des valeurs leur donnent de grands avantages pour juger sainement les entreprises où ils sont intéressés, soit comme partie principale, soit comme actionnaires ; pour prévoir les besoins de ces entreprises et quels seront leurs produits ; pour inaugurer les moyens de les faire prospérer, et y faire valoir leurs droits ; pour choisir les placements les plus solides, prévoir l'issue des emprunts et des autres actes de l'administration ; pour améliorer leurs terres à propos, balancer avec connaissance de cause les avances certaines avec les produits présumés ; pour connaître les besoins généraux de la société, et faire choix d'un état ; pour discerner les symptômes de prospérité ou de déclin du corps social, etc.